



Conseil économique et social

Distr. générale
24 novembre 2008
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Quarante-septième session

4-13 février 2009

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi du Sommet mondial pour le développement

social et de la vingt-quatrième session

extraordinaire de l'Assemblée générale :

thème prioritaire : intégration sociale

Déclaration présentée par la Fondation pour les droits de la famille, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu le texte de la déclaration ci-après, qui est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.5/2009/1.



Déclaration

L'intégration sociale et la famille

La famille joue un rôle central dans la société, elle forme le premier maillon de la chaîne qu'est la société et, si elle se brise, c'est toute la chaîne qui tombe.

Les forces et les faiblesses du tissu social se reflètent dans la famille, qui donne une idée d'ensemble des problèmes mondiaux que les familles doivent résoudre du mieux qu'elles peuvent, dans un esprit de solidarité véritable.

En tant qu'agent de socialisation, les familles peuvent renforcer l'intégration sociale en inculquant à leurs enfants le respect du pluralisme et de la diversité.

Les familles jouent aussi un rôle fondamental dans la préparation de la citoyenneté, notamment en éduquant les jeunes. Pour promouvoir l'intégration sociale, il importe d'accorder reconnaissance et soutien aux familles qui dispensent des soins à leurs membres. Il convient de noter que les mesures prises par les familles pour promouvoir l'intégration de leurs membres lorsqu'ils sont handicapés ont été très efficaces.

Les principales causes de la marginalisation des groupes défavorisés et vulnérables sont les suivantes : pauvreté, sexe, âge, maladie, toxicomanie et alcoolisme, classe sociale, race, religion, difficulté ou absence d'accès à l'éducation, chômage.

L'intégration sociale, à l'échelon tant de la famille que de la collectivité, est mise en péril par la toxicomanie et le trafic de drogues.

Dans le monde entier, les ravages du VIH/sida ont miné la vie des familles.

Ce sont généralement aux familles qu'il appartient de prendre soin des personnes handicapées ou âgées. L'enjeu le plus important est sans doute de fournir un appui à ces familles qui dispensent les soins.

La famille et la crise économique

Le chômage est la première cause de pauvreté. De fait, les exclus du marché du travail souhaitent ardemment trouver des possibilités d'emploi valables et durables. Un emploi est une source de revenu mais aussi le moyen de « trouver sa place » et de s'intégrer dans la société. Le rôle de l'emploi dans l'intégration est déterminant.

Dans de nombreuses familles frappées par le chômage, il ne reste plus qu'un seul salarié, voire aucun. Bien que la pauvreté puisse aboutir à leur destruction, les familles sont une source de force dans les périodes difficiles; les pauvres luttent pour sauvegarder leur famille parce qu'en temps de crise, c'est leur dernier espoir de survie.

La crise mondiale actuelle, qui a fait disparaître des emplois et obligé des personnes âgées à vivre de pensions de vieillesse très modestes, a un impact direct sur les familles. Les classes moyennes s'appauvrissent et les pauvres deviennent encore plus pauvres. Avec l'augmentation des taux de crédit hypothécaires, les familles doivent faire face au fait que les jeunes, femmes et hommes, restent vivre avec leurs parents.

Les immigrés sans emploi sont ceux que la crise économique a le plus durement frappés; ceux qui ont acheté leur maison n'arrivent plus à payer leur hypothèque.

Une déclaration universelle sur la famille

Depuis de nombreuses années, l'adoption d'une déclaration sur les fonctions, responsabilités et droits de la famille est au centre des préoccupations de la Fondation pour les droits de la famille.

Les sociétés du monde entier sont conscientes des nombreuses fonctions et responsabilités sociales de la famille. La Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994) reconnaît implicitement les droits et les fonctions de la famille au chapitre V du programme d'action qui en est issu, intitulé « La famille, ses rôles, ses droits, sa composition et sa structure ».

Énoncer avec précision les responsabilités, les fonctions et les droits de la famille peut encourager les familles et les soutenir.

La Fondation pour les droits de la famille propose donc que la Commission du développement social crée un groupe à composition non limitée pour répertorier et dégager les dispositions des législations nationales, des instruments internationaux et des projets de déclaration existants relatives à la famille, afin d'élaborer une déclaration cohérente et universelle sur la famille.
